



## PRÉFET DE L'ESSONNE

### PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

### ARRÊTÉ

**n° 2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/078 du 11 février 2014  
mettant en demeure la Société CURMA de respecter les prescriptions applicables  
pour l'exploitation de son installation située Rue Victor Basch à MASSY**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-MC-031 du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004.PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 autorisant la Société CURMA, dont le siège social est situé 1 Place des Degrés 92800 PUTEAUX, à exploiter une installation de combustion fonctionnant uniquement au gaz naturel située Rue Victor Basch, 91300 MASSY, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 16 décembre 2013, établi à la suite d'une visite d'inspection de l'établissement effectuée le 5 décembre 2013, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé,

CONSIDERANT que lors de la visite du 5 décembre 2013, l'inspecteur a constaté que :

- la vitesse d'éjection des gaz des chaudières 1 et 2 est inférieure à  $10 \text{ m.s}^{-1}$ ; contrairement aux dispositions de l'article 2.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004 susvisé ;
- les zones de dangers ne sont pas matérialisées, contrairement aux dispositions de l'article 1.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004 susvisé ;

CONSIDERANT également que, contrairement aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 susvisé :

- l'installation n'est pas correctement ventilée ;
- les dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie ne sont pas adaptés aux risques particuliers de l'installation,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004 et de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société CURMA de respecter lesdites dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Société CURMA, dont le siège social est situé 1 Place des Degrés 92800 PUTEAUX, exploitant une installation de combustion fonctionnant au gaz naturel sise Rue Victor Basch, sur la commune de MASSY (91300), est mise en demeure de respecter :

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 2.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004.PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 : la vitesse d'éjection des gaz des chaudières 1 et 2 doit être supérieure ou égale à  $10 \text{ m.s}^{-1}$  ;
- les dispositions de l'article 1.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004.PREF.DAI 3/BE 0155 du 7 octobre 2004 : les zones de danger doivent être matérialisées ;
- les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth :
  - l'installation doit être correctement ventilée ;
  - les dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la Société CURMA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sénateur-Maire de Massy.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Alain ESPINASSE

